

**Arabie saoudite - Ventes d'armes -
Réponse de Mme Florence Parly,
ministre des armées, à une question
au gouvernement à l'Assemblée
nationale**

(Paris, 24 octobre 2018)

Monsieur le Député, ne mélangeons pas tout.

Il y a d'abord le meurtre de Jamal Khashoggi. C'est un meurtre. Ce meurtre a été commis sur un journaliste. Il représente donc aussi une atteinte épouvantable à la liberté de la presse. C'est extrêmement grave. C'est la raison pour laquelle nous, la France, réclamons, avec nos partenaires européens, que toute la lumière soit faite, qu'une enquête crédible soit réalisée et que les responsabilités soient clairement identifiées. Et c'est sur la base des conclusions de cette enquête que nous tirerons nos propres conclusions et que des décisions seront prises.

Vous avez évoqué un deuxième sujet : la situation au Yémen. Ce pays est ravagé par la guerre civile et le terrorisme. Ce sont les civils qui paient le plus lourd tribut. Ce conflit dure depuis trop longtemps et, croyez-le bien, le gouvernement en est pleinement conscient. C'est la raison pour laquelle il agit pour rechercher, avec les pays concernés, une solution politique à ce drame humanitaire.

S'agissant, enfin, des exportations d'armements, je souhaite mettre un terme à une fiction. Non, on ne vend pas des armes comme on vend des baguettes de pain. La règle est claire : toute vente d'armes est interdite sauf autorisation expresse. Cette autorisation expresse, comme vous le savez, Mesdames et Messieurs les Députés, est le fruit d'un examen très rigoureux, au cas par cas, qui rassemble plusieurs ministères, afin d'évaluer très précisément tous les risques. Ne mélangeons pas tout!./.

(Source : site Internet de l'Assemblée nationale)